

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21, boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 27/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**REGEPLASTIC**

Rue de Barive  
ZI La Plachotte  
21230 Arnay-Le-Duc

Références : 2026-024  
Code AIOT : 0005402589

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement REGEPLASTIC implanté Rue de Barive ZI La Plachotte 21230 Arnay-le-duc. L'inspection a été annoncée le 15/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection avait pour objectif de contrôler le respect de l'application de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REGEPLASTIC
- Rue de Barive ZI La Plachotte 21230 Arnay-le-duc

- Code AIOT : 0005402589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REGEPLASTIC à Arnay le Duc est soumise à autorisation au titre de la réglementation ICPE pour l'activité principale 2661 "transformation de polymères". Le site produit des granulés plastiques. Elle est soumise à un arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 2012 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 28/05/2021.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361 | Avec suites, Mise en demeure, déchets  | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 11 mois               |
| 2  | Audits des procédures par un organisme accrédité                        | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 3  | Gestion des déchets   | Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2   | Avec suites, Mise en demeure, déchets  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                                   | Autre information |
|----|--------------------------------------|---|-------------------|
| 4  | Procédure prévenant la dispersion de | Code de l'environnement du 01/01/2022, article D. 541-362 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------|-------------------------|-------------------|
|    | granulés de plastiques industriels |                         |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît que la visite du 14 janvier 2026 a permis à l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de constater que l'exploitant avait réalisé une grande partie des actions demandées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2025.

Concernant les autres prescriptions, notamment, l'obligation de mettre en place des équipements prévenant les rejets canalisés de granulés plastiques industriels dans l'environnement, les éléments à disposition de l'inspection ne permettent pas de confirmer ou d'infirmer que ceux-ci sont suffisamment efficaces pour répondre à l'article D. 541-361 du Code de l'environnement.

Les éléments ne sont, à ce jour, pas suffisants pour conclure que l'exploitant a déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2025. Néanmoins, il est nécessaire de laisser du temps pour qu'il puisse disposer des données suffisantes pour justifier l'efficacité des systèmes mis en place et réaliser les travaux permettant de pallier de possibles défaillances des systèmes en place.

L'inspection ne propose pas de suites administratives et indique qu'une visite d'inspection sera réalisée ultérieurement, pour s'assurer de l'efficacité des équipements mis en place dans le cadre de la prévention des rejets de granulés plastiques industriels dans l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/03/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2025</li> </ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><b>Prescription contrôlée</b><br><u>D. 541-361 du code de l'environnement :</u><br>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont |

associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2025 :

[...]

- dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté :
- nettoyage complet du site (intérieur et extérieur) pour ramasser/retirer tous les granulés de plastique dispersés au sol et sur les autres surfaces ;
- mise en place en amont immédiat du point de rejet des eaux pluviales d'un système de filtration temporaire adapté pour retenir au mieux les granulés susceptibles d'être présents dans les rejets du site ;
- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :
- réalisation d'une étude afin d'identifier et dimensionner les équipements permanents nécessaires pour prévenir les rejets canalisés dans l'environnement de granulés plastiques industriels, adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents sur le site ;
- dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :
- mise en place effective des équipements prévenant les rejets canalisés de granulés plastiques industriels dans l'environnement adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents sur le site, conformément à l'article D. 541-361 du Code de l'environnement ;

[...]

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 19 mars 2025, l'inspection avait constaté que les procédures et les équipements mis en place sur le site n'étaient pas suffisants et/ou pas adaptés aux dimensions des granulés tels que cela est prescrit par les articles D. 541-361 et D. 541-362 du Code de l'environnement pris en application du L 541-15-1 du même code. En effet, la présence de GPI avait été constatée sur les sols à plusieurs endroits sur et en dehors du site.

L'exploitant a alors été mis en demeure par l'arrêté préfectoral du 12 mai 2025 de réaliser les actions nécessaires pour revenir à la conformité.

Par courriel du 22 mai 2025, l'exploitant a transmis les éléments faisant état du fait qu'il avait nettoyé la zone de rejet à l'extérieur de son site en joignant des photos (« 1000023495.jpg », « 1000023496.jpg » et « 1000023497.jpg »). Les photos montrent qu'un décapage superficiel a eu lieu sur les zones extérieures au site où l'inspection avait constaté la présence de GPI.

Dans ce même courriel l'exploitant indique avoir réalisé le nettoyage du site (intérieur et extérieur

du bâtiment) en joignant les photos (« 20250521\_105949.jpg » et « 20250521\_110024.jpg »). Les photos montrent l'absence de GPI au droit des silos où l'inspection avait constaté la présence de GPI sur le sol lors de sa visite.

Dans ce même courriel, l'exploitant indique avoir rencontré des fournisseurs pour la mise en place de dégrilleurs et être dans l'attente de leur devis.

Par courriel du 07 janvier 2026 :

- l'exploitant a transmis un plan d'échantillonnage des zones impactées à l'extérieur de son site. Ce plan indique la présence de pollution au GPI sur certaines zones (points d'échantillonnage C, D, E, F, J) sondés à des profondeurs allant de 3 à 5 cm. Le plan indique comme action, le décapage sur 5 cm, le conditionnement des terres dans des grands récipients pour vrac souple et la remise en place de terre végétale, avec un chantier prévu début janvier 2026.
- L'exploitant indique également avoir réalisé des investigations en descendant le ruisseau de Barive et avoir constaté l'absence de GPI. Lors de la visite du 14 janvier 2026, l'exploitant a montré les photographies de cette investigation, l'ensemble de celles-ci montrant l'absence de GPI dans le ruisseau de Barive ou sur ses berges.
- L'exploitant indique qu'une étude a été réalisée pour l'installation d'un dégrilleur automatique en sortie des eaux pluviales (devis du 7 juillet 2025 présenté lors de la visite du 14 janvier 2026). Les conclusions indiqueraient que cette solution ne serait pas la mieux adaptée pour le site. L'exploitant indique qu'il a identifié un autre système plus adapté. Celui-ci étant en cours d'études avec le fournisseur.

Lors de la visite du 14 janvier 2026, l'inspection a constaté, à l'extérieur du périmètre ICPE de l'installation, que l'ensemble de la zone où le plan d'échantillonnage avait relevé la présence de déchets de GPI a été nettoyé. En effet, l'inspection a constaté la présence des terres excavées dans 8 grands récipients pour vrac souple et la présence de terre propre au droit de l'ancienne zone où l'inspection avait constaté la présence de déchets de GPI lors de sa visite du 19 mars 2025.

L'inspection a constaté la présence de GPI à l'intérieur du regard juste avant le dernier dégrilleur placé juste en amont du raccordement avec la rivière la Barive, mais à l'extérieur du périmètre ICPE. L'inspection a constaté l'absence de déchets de GPI en aval de ce dégrilleur.

L'inspection a constaté que l'exploitant a fait mettre des paniers de récupération sur l'ensemble des regards et avaloirs des eaux pluviales présents sur le site. L'exploitant a précisé que ceux-ci avaient été mis en place lors du dernier trimestre 2025. L'inspection a constaté que la maille des paniers est bien inférieure à la dimension des GPI présents sur le site.

L'exploitant a expliqué qu'il n'était pas en mesure de justifier que les paniers mis en place étaient suffisants pour prévenir les rejets canalisés de granulés plastiques. En effet, il a expliqué que certains déchets de GPI retrouvés au niveau du point de rejet final correspondaient à des GPI qui

n'étaient plus présents sur le site depuis plusieurs mois. L'exploitant met en avant le fait que des déchets de GPI pourraient s'être déposés dans le réseau des eaux pluviales et seraient emportés vers le point de rejet final plus ou moins rapidement en fonction des épisodes pluvieux.

L'exploitant a expliqué à l'inspection s'être rapproché d'un fournisseur pour la mise en place en sortie de site d'un avaloir épuratoire filtrant. Le fournisseur doit réaliser une visite du site pour calculer le dimensionnement nécessaire de l'avaloir au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2026. L'exploitant a également expliqué à l'inspection son souhait de mettre en place un « bassin d'orage » juste en amont du futur avaloir, pour contrôler le débit de sortie lors des épisodes de forte pluie. L'exploitant a précisé que les travaux de la création du bassin d'orage et de la mise en place de l'avaloir avaient été planifiés pour une réception de ceux-ci avant la fin de l'année 2026 (modulo la disponibilité de l'avaloir par le fournisseur).

Lors de la visite, l'inspection a constaté sur le site l'absence de GPI aux endroits où leurs présences avaient été relevées lors de la visite du 19 mars 2025.

#### **OBSERVATION**

Lors de la visite l'inspection a constaté que l'exploitant avait réalisé les actions pour :

- nettoyer complètement le site (intérieur et extérieur) en ramassant/retirant tous les granulés de plastique dispersés au sol et sur les autres surfaces ;
- mettre en place en amont du point de rejet des eaux pluviales des paniers de filtration ;
- réaliser une étude afin d'identifier les équipements complémentaires permettant de s'assurer de l'absence de rejet en cas de défaillance des paniers présents sur les regards des eaux pluviales, le dimensionnement devant être finalisé au premier trimestre 2026 ;
- planifier la réalisation des travaux de mise en place des équipements complémentaires pour fin 2026, sous réserve de la disposition des matériels par l'exploitant.

Étant donné la mise en place récente des paniers sur les regards, de l'impossibilité de confirmer ou d'infirmer que les GPI présents au niveau du point de rejet final puissent être des GPI encore présents dans les réseaux d'eau pluviale, l'inspection ne peut conclure sur le fait que les équipements présents le jour de la visite sont suffisants pour prévenir les rejets canalisés de granulés plastiques industriels dans l'environnement.

Cependant, l'exploitant s'étant engagé à mettre en place des équipements complémentaires au niveau du point de rejet (bassin d'orage et avaloir épuratoire filtrant), l'inspection ne propose pas de suite administrative à ce stade. Une nouvelle visite d'inspection sera réalisée possiblement début 2027 afin de s'assurer que l'ensemble des équipements mis en place permet de répondre aux prescriptions de l'article D. 541-361.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées, au fur et à mesure, les

|  |
|--|
| éléments de l'avancée des travaux relatifs à la mise en place du bassin d'orage et du système d'avaloir épuratoire filtrant (devis, bon de commande, calendrier des travaux, photos réalisations de travaux,...) |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 11 mois   |

**N° 2 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/03/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2025</li> </ul>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 19 mars 2025 l'inspection avait constaté que l'exploitant avait fait réaliser le 7 juillet 2022, l'audit prescrit par l'article D. 541-364 du Code de l'environnement, mais l'inspection avait constaté l'absence de l'attestation sur le site internet de REGEPLASTIC</p>  |



(<https://www.regeplastic.fr/>). L'exploitant avait également confirmé, lors de cette visite, que les synthèses des rapports d'audit n'avaient également pas été mises à la disposition du public.

Conformément à l'article D. 541-364 du Code de l'environnement, les audits sont mis en œuvre au moins tous les trois ans. Par conséquent l'exploitant devait renouveler cet audit avant le 7 juillet 2025.

Le 12 janvier 2026, l'inspection a constaté l'absence de la publication du ou des certificats et de la synthèse de ceux-ci sur le site internet de REGEPLASTIC (<https://www.regeplastic.fr/>)

#### **NON-CONFORMITÉ**

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que le certificat et la synthèse du rapport d'audit n'avaient pas été mis à la disposition du public.

L'exploitant a également expliqué ne pas avoir réalisé l'audit en 2025. En effet, il souhaitait attendre la finalisation des travaux d'installation des équipements complémentaires avant de réaliser un nouvel audit.

#### **NON-CONFORMITÉ**

L'exploitant n'a pas réalisé un nouvel audit au titre de l'article D. 541-364 dans les trois ans prescrits par l'article D. 541-364

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### **N° 3 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2

**Thème(s) :** Autre, Déchets

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets
- date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2025

#### **Prescription contrôlée :**

##### Article L. 541-2 du Code de l'environnement

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à

leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2025

La société REGEPLASTIC, pour son établissement situé sur la commune d'Arnay-le-Duc, est mise en demeure en application de l'article L. 541-3 du Code de l'environnement :

- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :
- de retirer les granulés de plastiques industriels présents dans l'environnement, en particulier au niveau de la zone entre le point de rejet des eaux pluviales et le ruisseau de Barive et les faire évacuer dans une installation dûment autorisée ;
- de transmettre à l'inspection des installations classées les éléments justificatifs correspondants ;
- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :
- transmettre à l'inspection des installations classées un diagnostic déterminant l'extension horizontale et verticale des zones impactées par la présence de granulés plastiques industriels à l'extérieur du site, sur la base de prélèvements représentatifs réalisés selon un plan d'échantillonnage à justifier. Ce diagnostic doit notamment justifier la présence ou non de déchets de granulés plastiques dans les sédiments du fossé et du ruisseau de Barive (eau, fond et sédiments).

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 19 mars 2025, l'inspection avait constaté la présence de déchets de granulés plastiques industriels dans le fossé se trouvant en aval du point de rejet, sur le chemin à proximité immédiate, sur le bord du fossé et dans la terre et les herbes bordant le fossé jusqu'au confluent avec le ruisseau de Barive, avec la possibilité de présence de granulés plastiques industriels dans le ruisseau de Barive ou sur ses bordures.

L'exploitant a alors été mis en demeure par l'arrêté préfectoral du 12 mai 2025 de réaliser les actions nécessaires pour gérer ces déchets de granulés plastiques industriels.

Par courriel du 22 mai 2025, l'exploitant a transmis les éléments faisant état du fait qu'il avait nettoyé la zone de rejet à l'extérieur de son site en joignant des photos (« 1000023495.jpg », « 1000023496.jpg » et « 1000023497.jpg »). Les photos montrent qu'un décapage superficiel a eu lieu sur les zones extérieures au site où l'inspection avait constaté la présence de déchets de GPI.

Par courriel du 07 janvier 2026 :

- l'exploitant a transmis un plan d'échantillonnage des zones impactées à l'extérieur de son site. Ce plan indique la présence de pollution aux GPI sur certaines zones (points d'échantillonnage C, D, E, F, J) sondés à des profondeurs allant de 3 à 5 cm. Le plan

indique comme action, le décapage sur 5 cm, le conditionnement des terres dans de grands récipients pour vrac souple et la remise en place de terre végétale, avec un chantier prévu début janvier 2026.

- L'exploitant indique également avoir réalisé des investigations en descendant le ruisseau de Barive et avoir constaté l'absence de GPI. Lors de la visite du 14 janvier 2026, l'exploitant a montré les photographies de cette investigation. L'ensemble de celles-ci montre l'absence de GPI dans le ruisseau de Barive ou sur ses berges.

Lors de la visite du 14 janvier 2026, l'inspection a constaté, à l'extérieur du périmètre ICPE de l'installation, que l'ensemble de la zone où le plan d'échantillonnage avait relevé la présence de déchets de GPI a été nettoyé. En effet, l'inspection a constaté la présence des terres excavées dans 8 grands récipients pour vrac souple et la présence de terre propre au droit de l'ancienne zone où l'inspection avait constaté la présence de déchets de GPI lors de sa visite du 19 mars 2025.

Le registre national des déchets et terres excavées et sédiments sortant de l'établissement de 2025, consulté par l'inspection le 13 janvier 2026, ne fait état d'aucune élimination de terres et sédiments.

### **OBSERVATIONS**

L'exploitant a confirmé disposer des justificatifs de la gestion des terres polluées au GPI et évacuées en 2025 mais n'a pas été en mesure de les présenter lors de la visite d'inspection du 14 janvier 2026.

### **OBSERVATION**

Il apparaît que le registre des déchets sortant de 2025 montre l'évacuation de :

- 105,72 tonnes de « Liquide Non Halogéné » classé 12 01 09\* (déchets dangereux)
- 1,338 tonnes d'« huiles Noires » classées 13 02 05\* (déchets dangereux)
- 2 tonnes d'« Eau + hydrocarbures » code 13 05 07\* (déchets dangereux)

L'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets prescrits, entre autres, à l'article 4 que l'exploitant d'un établissement soumis à autorisation ou enregistrement déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/ an.

Par conséquent, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra effectuer sa déclaration, conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008, sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet (GEREP), avant le 31 mars 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

|   |
|---|
| L'exploitant communiquera à l'inspection les justificatifs de la gestion des terres polluées au GPI évacuées en 2025 et janvier 2026 (quantité, destination, traitement,...). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

**N° 4 : Procédure prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article D. 541-362  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prévention des pollutions   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article D. 541-362 du Code de l'environnement :</u><br/>           Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.<br/>           [...]<br/> <u>Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2025 :</u><br/>           [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :</li> <li>• [...]</li> <li>• mise à jour des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement, conformément à l'article D. 541-362 du Code de l'environnement.</li> </ul>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 19 mars 2025, l'inspection avait constaté que les procédures et les équipements mis en place sur le site n'étaient pas suffisants et/ou pas adaptés aux dimensions des granulés tels que cela est prescrit par les articles D. 541-361 et D. 541-362 du Code de l'environnement pris en application du L 541-15-1 du même code. En effet, la présence de GPI avait été constatée sur les sols à plusieurs endroits sur et en dehors du site.</p> <p>Par courriel du 7 janvier 2026, l'exploitant a transmis le document « 20250105_PRO 004 dispositifs loi AGECE », répertoriant les procédures mises en place pour « <i>limiter la pollution de granulés plastiques dans l'environnement</i> ». Le document répertorie 10 procédures, dont des procédures de contrôle des emballages, de l'entretien des grilles et paniers de filtration, des actions à prendre en cas de déversements, de l'entretien et de la mise en place de l'obturateur sur le point de rejet final. La version du document a été mise à jour le 5 janvier 2026, intégrant l'ajout des paniers de filtration.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |